



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 31 mars 2020
(OR. en)

7092/20

STAT 4
FIN 179

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour le secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, directeur
Date de réception:	23 mars 2020
Destinataire:	Monsieur Jeppe TRANHOLM-MIKKELSEN, secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2020) 110 final
Objet:	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL - Rapport 2013-2018 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2020) 110 final.

p.j.: COM(2020) 110 final

Bruxelles, le 23.3.2020
COM(2020) 110 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

**Rapport 2013-2018 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage
en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants
parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès
d'une institution de l'Union européenne**

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport 2013-2018 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

RÉSUMÉ

Conformément au Régime Applicable aux autres Agents (RAA), l'allocation de chômage communautaire est destinée à l'ancien agent contractuel (AC), assistant parlementaire accrédité (APA) ou agent temporaire (AT) se trouvant sans emploi contre son gré (excluant, par exemple, les agents démissionnaires) après la cessation de son service auprès d'une institution de l'Union européenne¹. Cette allocation vient en complément de l'éventuelle allocation de chômage nationale perçue par l'ancien agent.

Ces allocations sont financées par le Fonds spécial de chômage. Ce Fonds est financé d'une part par les cotisations des agents couverts par le RAA, potentiellement bénéficiaires et, d'autre part, par celles de l'employeur desdits agents.

Les conditions d'octroi de cette allocation, les catégories de bénéficiaires ainsi que les taux de contribution ont connu de substantielles modifications lors des dernières réformes statutaires, affectant notamment la trésorerie du Fonds.

La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004, a introduit dans le RAA une nouvelle catégorie d'agents engagés par contrat (i.e. agent contractuel - AC) ainsi que de nouvelles règles de contribution au Fonds de chômage.

Conformément au règlement n° 160/2009 du Conseil du 23 février 2009 modifiant le régime applicable aux autres agents des Communautés européennes², les APA sont désormais également couverts par le Fonds de chômage.

La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014 a modifié la durée maximale des contrats d'engagement des AC engagés en vertu de l'article 3ter du RAA (ci-après « AC 3ter ») qui est passée de 3 à 6 ans.

L'article 28 bis, paragraphe 11, et l'article 96, paragraphe 11, du RAA, prévoient une obligation pour la Commission de présenter tous les deux ans un rapport sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage et son Fonds spécial de chômage. En outre, indépendamment du présent rapport, la Commission peut, par voie d'actes délégués, conformément aux articles 111 et 112 du statut, adapter les contributions prévues à l'article 28 bis, paragraphe 7, et l'article 96, paragraphe 7, du RAA si l'équilibre du régime l'exige.

Afin de permettre une meilleure lecture de l'évolution du Fonds, la période de référence retenue pour le rapport sera de décembre 2013 à décembre 2018.

Alors qu'en 2013 le Fonds de chômage présentait un déficit de 1 million EUR et que la réserve cumulée du Fonds de chômage était passée de 16,1 millions EUR au début de 2009 à 2 millions

¹ Le Contrôleur Européen de la Protection des Données est inclus dans les Agences.

² JO L 55 du 27.02.2009

EUR à la fin 2015, la réserve du Fonds de chômage est aujourd'hui reconstituée et s'élève à près de 28 millions EUR à la fin de l'année 2018.

Durant la période de référence, on observe :

- La diminution du nombre d'allocations de chômage mensuelles en 2015 et surtout en 2016. Cependant, on observe en 2018 une augmentation des fins de contrats des AC qui résulte principalement de la réforme de 2014 (prolongation de la durée des contrats AC 3ter de 3 à 6 ans).

Nombres de prestations payées	2013	2014	2015	2016	2017	2018
AT	3895	3522	3728	2776	2551	2357
AC	5658	3626	2919	2827	5022	6191
APA	624	3126	3030	796	610	578
	10.177	10.274	9.677	6.399	8.183	9.126

- L'allocation mensuelle moyenne est influencée de manière significative par la population des APA.

Allocation mensuelle moyenne	2013	2014	2015	2016	2017	2018
AT	2.509	2.887	3.076	2.735	2.636	2.718
AC	1.570	1.765	1.907	1.721	1.589	1.642
APA	1.975	2.318	2.525	2.002	1.936	2.102
Tout type de contrat	1.954	2.455	2.551	2.196	1.941	1.949

- La durée moyenne du bénéfice de l'allocation est relativement stable depuis 2015.

Durée de la période indemnisée en mois	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	8	8	10	10	8	10

1 LE CADRE REGLEMENTAIRE

1.1 Description du régime

La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004 a modifié la base légale qui régissait l'éligibilité au bénéfice du Fonds de chômage ainsi que les règles de contribution à ce dernier, et ce, depuis 1985. Les modifications peuvent être résumées comme suit :

Avant mai 2004	Après mai 2004
une couverture contre les risques de chômage uniquement pour les agents temporaires (AT)	une nouvelle catégorie d'agent engagé par contrat (i.e. agent contractuel - AC) bénéficie

qui cessent leurs fonctions.	de la couverture contre les risques de chômage.
un taux de contribution de 0,4 % pour la contribution de l'agent et de 0,8 % pour la contribution de l'employeur.	nouvelles règles de contribution au Fonds de chômage (i.e. un accroissement du taux de contribution fixé à 0,81 % pour la contribution de l'agent et à 1,62% pour la contribution de l'employeur et un abattement forfaitaire de 1.003,49 EUR pour les agents contractuels 3ter ainsi que les APA et de 1.337,99 EUR pour les agents temporaires).
le bénéfice d'une allocation de chômage limité à une durée ne pouvant pas dépasser 24 mois.	le bénéfice de l'allocation de chômage est limité à un tiers de la période effectivement prestée comme agents temporaires (AT), agents contractuels (AC) ou assistants parlementaires accrédités (APA) et pour une durée ne pouvant pas dépasser 36 mois. L'allocation est plafonnée à partir du 7 ^{ème} mois de chômage et l'allocation minimale (plancher) a été revalorisée.

Le tableau ci-après présente les plafonds et les planchers applicables aux différentes populations :

en EUR, montant au 1^{er} janvier 2019

	AT	AC	APA
Plafond (à partir du 7 ^{ème} mois)	2.943,56	2.207,90	2.285,02
Plancher	1.471,78	1.103,83	971,13

Les montants des abattements, des plafonds et des planchers sont actualisés annuellement, de la même manière que les rémunérations.

Les allocations familiales éventuelles s'ajoutent à l'allocation de chômage. La cotisation au régime commun d'assurance maladie (RCAM) de l'Union européenne (5,1 % du salaire de base de référence du chômeur) est à la charge du Fonds de chômage.

1.2 Références juridiques

- Article 28 bis du RAA tel qu'amendé par le règlement n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.
- Article 96 du RAA et article 5 de l'annexe au RAA tels qu'amendés par le règlement n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.

- Articles 135 et 136 du RAA tels qu'amendés par le règlement n°1239/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2010³.
- Article 65(1) du statut portant sur l'actualisation des rémunérations et de certains montants.
- Règlement n° 91/88 de la Commission du 13.01.1988, fixant les dispositions d'exécution de l'article 28 bis du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne⁴.
- Réglementation de la Commission du 14.07.1988, après commun accord constaté par le président de la Cour de justice le 04.07.1989, fixant les modalités d'application des dispositions relatives à l'octroi de l'allocation de chômage aux agents temporaires en exécution de l'article 28 bis, paragraphe 10, du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

2 LA SITUATION DE CAISSE ET D'EXERCICE 2013-2018 DU FONDS DE CHOMAGE

Les évolutions du Fonds de chômage et plus particulièrement, ses dépenses et ses recettes sont présentées ci-dessous.

Les montants repris sous le terme « Allocations de chômage » intègrent systématiquement l'allocation de chômage de base et toutes les allocations familiales. Les prestations sociales perçues au niveau national (allocations de chômage, allocations familiales, indemnités de maladie, indemnités de grossesse, etc.) sont déduites. Enfin, comme indiqué sous le point "1.1 Description du régime", la contribution au RCAM n'étant pas à charge du bénéficiaire de l'allocation de chômage, celle-ci est financée par le Fonds de chômage (5,1 % du salaire de base de référence du chômeur).

Le Fonds de chômage utilise deux instruments de gestion pour ses dépenses et recettes :

- un compte courant pour l'encaissement des recettes et le paiement des allocations ;
- des comptes à terme pour le placement des surplus cumulés.

2.1 "Situation de caisse" : résultats courants et soldes cumulés 2013-2018

Dans le cadre d'une comptabilité de caisse, les transactions sont enregistrées uniquement lorsqu'il y a une entrée ou une sortie d'argent.

Le tableau 1 présente un récapitulatif des recettes et des dépenses telles qu'inscrites dans la comptabilité, ainsi que le solde courant qui en découle. Il est à noter, pour 2014, une régularisation des cotisations RCAM.

³ JO L 338 du 22.12.2010.

⁴ JO L 11 du 15.01.1989.

TABLEAU 1:		FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION DE CAISSE -					
		Résultat courant (2013-2018)					
Description		2013 EUR	2014 EUR	2015 EUR	2016 EUR	2017 EUR	2018 EUR
A. Dépenses							
1. Allocations de chômage	a	19.614.428,00	21.183.395,85	21.473.325,97	14.254.574,88	15.682.475,49	18.184.139,18
2. Contributions au R.C.A.M.	b	1.188.130,27	1.643.029,41	2.494.181,69	1.147.154,60	1.163.090,29	1.235.435,57
3. Contribution au R.C.A.M. (correction)			1.309.731,17				
Total dépenses	d=Σa-c	20.802.558,27	24.136.156,43	23.967.507,66	15.401.729,48	16.845.565,78	19.419.574,75
B. Recettes							
1. Commission européenne	e	4.448.373,71	4.863.000,31	5.204.181,70	5.737.788,01	6.209.840,36	6.561.082,75
2. Parlement européen	f	2.736.327,57	3.270.057,75	3.194.779,46	3.539.807,87	3.844.539,81	4.068.312,39
3. Médiateur européen	g	61.723,90	34.872,11	37.817,22	30.450,10	36.267,58	41.043,52
4. Conseil des Ministres	h	180.942,91	209.423,05	193.271,85	182.855,34	199.947,51	224.982,36
5. Cour de Justice	i	854.184,06	937.889,43	938.951,69	923.320,33	1.248.941,27	1.200.709,57
6. Cour des Comptes	j	186.096,75	207.492,41	223.336,76	236.865,89	247.199,12	268.999,29
7. Comité Economique et Social	k	89.708,18	101.240,26	97.441,41	96.337,26	94.213,33	87.814,21
8. Comité des Régions	l	121.672,46	85.259,11	102.521,15	112.180,70	129.544,81	143.603,49
9. SEAE	m	878.512,10	962.514,31	980.177,92	1.026.845,30	1.080.608,25	1.154.674,02
10. Agences	n	9.581.489,40	9.945.646,15	10.749.215,74	11.854.842,53	12.974.857,04	14.055.938,77
Total recettes	o=Σe-n	19.139.031,04	20.617.394,89	21.721.694,90	23.741.293,33	26.065.959,08	27.807.160,37
C. Corrections comptables	p	615,99					
D. Résultat courant	q=o-d+p	-1.662.911,24	-3.518.761,54	-2.245.812,76	8.339.563,85	9.220.393,30	8.387.585,62

Le tableau 2 présente l'évolution des avoirs financiers du Fonds de chômage sur le compte courant intégré dans la comptabilité de la Commission européenne (partie I) et sur les comptes de placement gérés par la DG ECFIN (partie II). La troisième partie présente les surplus cumulés consolidés sur ces deux comptes (partie III).

TABLEAU 2:		FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION DE CAISSE -					
		Evolution du solde cumulé (2013-2018)					
Description		2013 EUR	2014 EUR	2015 EUR	2016 EUR	2017 EUR	2018 EUR
I. Compte courant							
A Résultat courant	a	-1.662.911,24	-3.518.761,54	-2.245.812,76	8.339.563,85	9.220.393,30	8.387.585,62
B. Solde compte courant au 01/01	b	1.946.920,46	2.284.009,22	1.765.247,68	2.019.434,92	10.358.998,77	19.582.423,06
C. Placement à terme d'excédents (-)	c						
Récupération de fonds placés (+)	c	2.000.000,00	3.000.000,00	2.500.000,00			
D. Solde compte courant au 31/12	d=a+b+c	2.284.009,22	1.765.247,68	2.019.434,92	10.358.998,77	19.579.392,07	27.970.008,68
II. Placements à terme							
E. Placements financiers au 01/01	e	7.498.474,35	5.510.176,41	2.510.176,41			
F. Versements de (+) et vers (-) de le compte courante	f	-2.000.000,00	-3.000.000,00	-2.500.000,00			
G. Intérêts bancaires	g	11.702,06					
H. Opérations bancaires	h						
I. Placements financiers au 31/12	i=	5.510.176,41	2.510.176,41	10.176,41	0,00	0,00	0,00
III. Surplus cumulé	j=d+i	7.794.185,63	4.275.424,09	2.029.611,33	10.358.998,77	19.579.392,07	27.970.008,68

Si une diminution certaine du surplus cumulé a pu être observée entre 2013 (l'année de référence) et 2015, à partir de cette date, la tendance s'inverse et l'augmentation significative de 2016 se confirme et se renforce en 2017 pour atteindre un maximum en 2018.

Cette augmentation s'explique par 2 éléments concomitants :

- La diminution importante des dépenses liées au versement des allocations de chômage payées aux APA : entre 2015 et 2018, les dépenses liées aux allocations de chômage payées baissent de 23 % passant de 23.967.507,66 EUR à 19.419.574,75 EUR
- L'augmentation des recettes liées aux contributions qui passent entre 2015 et 2018 d'un montant de 21.721.694,90 EUR à 27.807.160,37 EUR, soit une augmentation de 28%.

On note que le solde cumulé entre 2013 et 2018 augmente de 259%.

Le tableau 3 présente une synthèse du solde cumulé entre 2013 et 2018.

TABLEAU 3	FONDS DE CHOMAGE - SOLDE CUMULE (2013-2018)					
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Compte courant	2.284.009	1.765.248	2.019.435	10.358.999	19.579.392	27.970.009
Placements	5.510.176	2.510.176	10.176	0		
Total	7.794.186	4.275.424	2.029.611	10.358.999	19.579.392	27.970.009

2.2 Situation d'exercice : Résultats courants 2013-2018

Dans le cadre d'une comptabilité d'exercice, les transactions sont inscrites dans la comptabilité au moment où la contribution au Fonds de chômage ou le paiement de l'allocation de chômage sont dues. Ainsi,

- Certaines contributions reçues au début de l'année N couvrent des périodes d'activité de la fin de l'année N-1.
- Certains montants payés au début de l'année N couvrent des périodes de chômage de la fin de l'année N-1.

Conformément aux normes comptables applicables, ces transactions sont imputées sur l'exercice N-1.

Le tableau 4 présente les recettes et dépenses selon cette logique, reflétant ainsi la situation « d'exercice » annuelle des recettes et dépenses du Fonds de chômage.

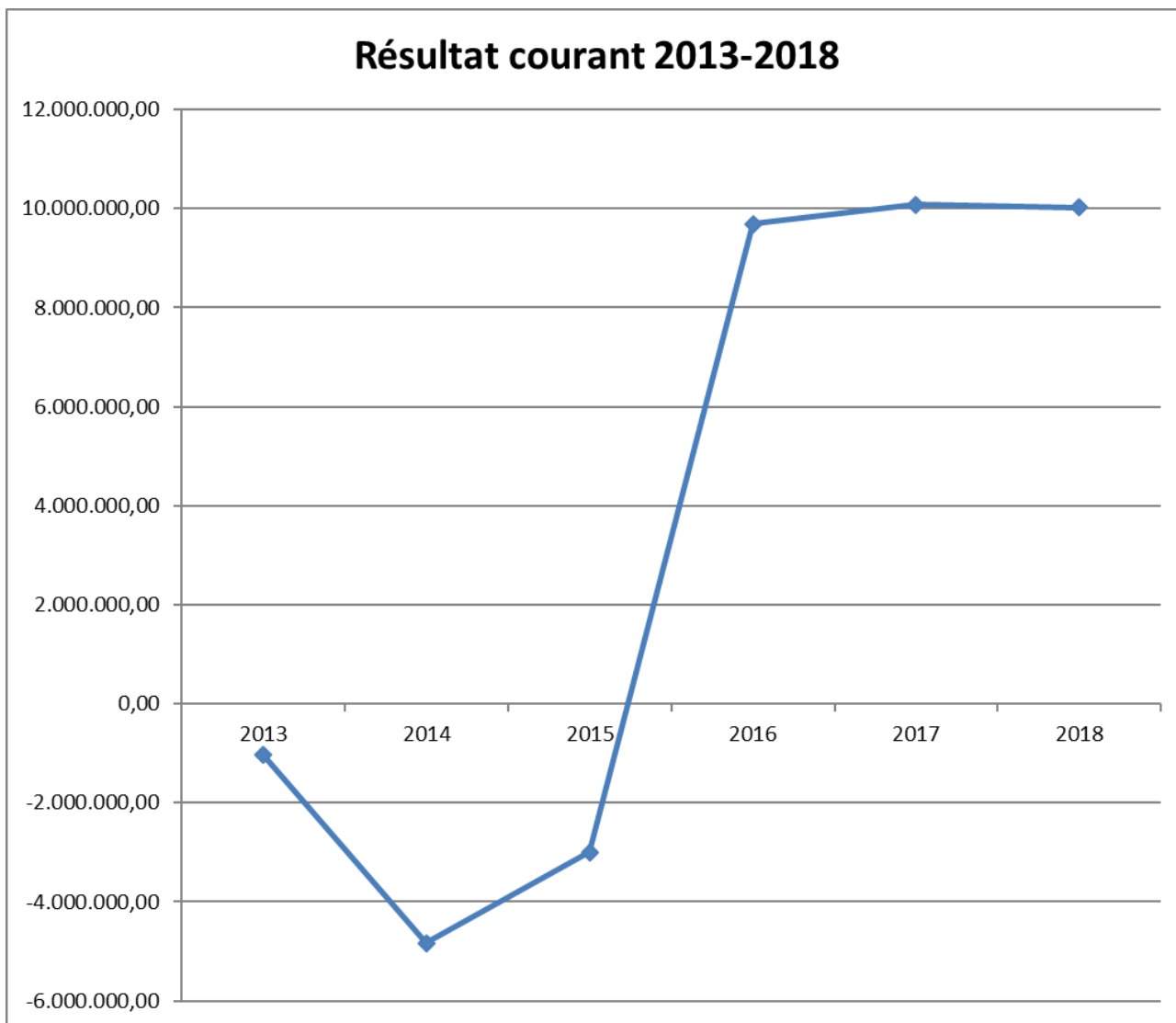
TABLEAU 4		FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION D'EXERCICE				
		Résultat courant (2013-2018)				
Description	2013 EUR	2014 EUR	2015 EUR	2016 EUR	2017 EUR	2018 EUR
A. Dépenses						
1. Allocations de chômage	18.387.449,16	23.261.989,94	22.824.467,87	12.905.286,37	14.721.186,08	16.551.112,85
2. Contribution au R.C.A.M.	1.501.348,68	1.959.101,85	1.858.385,28	1.147.154,60	1.163.090,29	1.235.435,57
3. Contribution au R.C.A.M. (correction)	256.936,29					
Total dépenses	20.145.734,13	25.221.091,79	24.682.853,15	14.052.440,97	15.884.276,37	17.786.548,42
B. Recettes						
1. Commission européenne	4.448.373,71	4.863.000,32	5.204.181,70	5.737.788,01	6.209.840,36	6.561.082,75
2. Parlement européen	2.992.169,14	3.014.216,18	3.194.779,46	3.539.807,87	3.844.539,81	4.068.312,39
3. Médiateur européen	61.723,90	34.872,11	34.603,31	30.450,10	36.267,58	41.043,52
4. Conseil des Ministres	180.942,91	209.423,05	193.271,85	182.855,34	199.947,51	224.982,36
5. Cour de Justice	854.184,06	937.889,43	938.951,69	923.320,33	1.142.350,85	1.200.709,57
6. Cour des Comptes	186.096,75	207.492,41	223.336,76	236.865,89	247.199,12	268.999,29
7. Comité Economique et Social	89.708,18	101.240,26	97.441,41	96.337,26	94.213,33	87.814,21
8. Comité des Régions	121.672,46	85.259,11	102.521,15	112.180,70	129.544,81	143.603,49
9. SEAE	860.027,72	962.514,31	980.177,92	1.026.845,30	1.080.608,25	1.154.674,02
10. Agences	9.325.699,93	9.968.578,23	10.709.568,57	11.854.842,53	12.974.857,04	14.055.938,77
Total recettes	19.120.598,76	20.384.485,41	21.678.833,82	23.741.293,33	25.959.368,66	27.807.160,37
C. corrections comptables	615,99					
D. Solde courant	-1.024.519,38	-4.836.606,38	-3.004.019,33	9.688.852,36	10.075.092,29	10.020.611,95

Les dépenses ont connu des augmentations importantes de 2013 à 2015 liées principalement au changement de législature du Parlement Européen et à l'octroi du bénéfice du Fond de chômage aux APA. Cependant, à partir de 2016, ces dépenses ont diminué en raison de la fin des droits au chômage d'une majorité des APA et de la prolongation des contrats des AC de 3 à 6 ans (Réforme du statut de 2014).

Les recettes ne cessent de croître et ce, principalement en raison de la création de nouvelles agences (agences exécutives et décentralisées), et de l'augmentation des agents employés par les agences. On observe également une augmentation des contrats AT et AC au sein des institutions.

Le solde du Fonds était déficitaire de plus d'1 million EUR en 2013 et de près de 4,8 millions EUR en 2014. Cependant, cette évolution liée à l'augmentation du nombre d'APA bénéficiant d'une allocation de chômage s'est nettement atténuée en 2015 stabilisant le déficit du Fonds à 3 millions EUR. Depuis 2016, la fin des droits au chômage des différentes catégories (mais surtout celle des APA) a permis chaque année un net surplus du Fonds dont le résultat courant dépassait les 10 millions EUR.

Le graphique ci-dessous présente la situation susmentionnée.



2.3 Situation d'exercice : ventilation des dépenses et recettes par institution et pour l'ensemble des agences 2013-2018

Le tableau 5 présente la ventilation des dépenses et des recettes par institution ainsi que pour l'ensemble des agences. La première partie du tableau présente les montants absolus et la deuxième partie présente les pourcentages par rapport au total des dépenses et recettes. L'effet de fin de législature du Parlement Européen y est particulièrement visible, avec un accroissement de la dépense liée au Parlement Européen de plus de 8 millions EUR entre 2013 et 2014. Si en 2015, les dépenses restent élevées, elles sont néanmoins inférieures à celles de 2014. Elles s'estompent fortement à partir de 2016 pour atteindre environ 3 millions EUR en 2018.

Nous constatons que notamment les agences ont à ce jour un niveau de contributions supérieur aux dépenses. Cette situation résulte logiquement du fait qu'une large partie de leur personnel bénéficie de contrats à durée indéterminée. Il est toutefois à noter que si les dépenses liées aux personnels des agences ont fortement augmenté pendant la période 2013-2015, elles diminuent jusqu'en 2018 pour finalement être proches de 4 millions EUR, soit une diminution de près de 50 % par rapport à 2015 (évolution de 6.021.292 EUR en 2015 à 4.083.952,15 EUR en 2018).

TABLEAU 5		FONDS DE CHOMAGE - SITUATION D'EXERCICE											
		Ventilation dépenses et recettes par institution (2013-2018)											
Année		2013		2014		2015		2016		2017		2018	
Libellé		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
INSTITUTION													
I. En Euro													
A.	Commission européenne	11.166.214,46	4.448.373,71	7.541.268,78	4.863.000,32	6.317.342,24	5.204.181,70	4.674.093,00	5.737.788,01	7.380.392,74	6.209.840,36	9.086.546,95	6.561.082,75
B.	Parlement européen	2.743.186,79	2.992.169,14	10.556.550,57	3.014.216,18	10.066.513,69	3.194.779,46	3.521.616,70	3.539.807,87	2.776.095,40	3.844.539,81	3.045.225,53	4.068.312,39
C.	Médiateur européen	59.268,22	61.723,90	44.459,55	34.872,11	24.903,50	34.603,31	19.009,67	30.450,10		36.267,58	8.949,09	41.043,52
D.	Conseil des Ministres	436.583,25	180.942,91	302.204,13	209.423,05	791.534,13	193.271,85	612.930,28	182.855,34	507.417,44	199.947,51	464.451,63	224.982,36
E.	Cour de Justice	547.750,64	854.184,06	637.214,19	937.889,43	641.978,12	938.951,69	539.866,02	923.320,33	612.812,84	1.142.350,85	368.765,79	1.200.709,57
F.	Cour des Comptes	197.961,71	186.096,75	219.933,83	207.492,41	106.630,04	223.336,76	144.597,33	236.865,89	137.805,30	247.199,12	212.353,69	268.999,29
G.	Comité Economique et Social	396.790,64	89.708,18	279.373,63	101.240,26	320.095,64	97.441,41	140.950,86	96.337,26	125.895,20	94.213,33	203.101,26	87.814,21
H.	Comité des Régions	387.704,51	121.672,46	181.342,70	85.259,11	140.871,50	102.521,15	75.983,25	112.180,70	103.269,54	129.544,81	94.445,55	143.603,49
I.	SEAE	114.467,30	860.027,72	169.841,28	962.514,31	251.692,16	980.177,92	183.715,83	1.026.845,30	263.507,96	1.080.608,25	218.756,79	1.154.674,02
J.	Agences	4.095.806,62	9.325.699,93	5.288.903,13	9.968.578,23	6.021.292,13	10.709.568,57	4.139.678,03	11.854.842,53	3.977.079,95	12.974.857,04	4.083.952,15	14.055.938,77
		*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****
Total		20.145.734,13	19.120.598,76	25.221.091,79	20.384.485,41	24.682.853,15	21.678.833,82	14.052.440,97	23.741.293,33	15.884.276,37	25.959.368,66	17.786.548,42	27.807.160,37
II. En % du total													
A.	Commission européenne	55,43%	23,26%	29,90%	23,86%	25,59%	24,01%	33,26%	24,17%	46,46%	23,92%	51,09%	23,59%
B.	Parlement européen	13,62%	15,65%	41,86%	14,79%	40,78%	14,74%	25,06%	14,91%	17,48%	14,81%	17,12%	14,63%
C.	Médiateur européen	0,29%	0,32%	0,18%	0,17%	0,10%	0,16%	0,14%	0,13%	0,00%	0,14%	0,05%	0,15%
D.	Conseil des Ministres	2,17%	0,95%	1,20%	1,03%	3,21%	0,89%	4,36%	0,77%	3,19%	0,77%	2,61%	0,81%
E.	Cour de Justice	2,72%	4,47%	2,53%	4,60%	2,60%	4,33%	3,84%	3,89%	3,86%	4,40%	2,07%	4,32%
F.	Cour des Comptes	0,98%	0,97%	0,87%	1,02%	0,43%	1,03%	1,03%	1,00%	0,87%	0,95%	1,19%	0,97%
G.	Comité Economique et Social	1,97%	0,47%	1,11%	0,50%	1,30%	0,45%	1,00%	0,41%	0,79%	0,36%	1,14%	0,32%
H.	Comité des Régions	1,92%	0,64%	0,72%	0,42%	0,57%	0,47%	0,54%	0,47%	0,65%	0,50%	0,53%	0,52%
I.	SEAE	0,57%	4,50%	0,67%	4,72%	1,02%	4,52%	1,31%	4,33%	1,66%	4,16%	1,23%	4,15%
J.	Agences	20,33%	48,77%	20,97%	48,90%	24,39%	49,40%	29,46%	49,93%	25,04%	49,98%	22,96%	50,55%
		*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****
Total		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

3 ANALYSE DES AFFILIES, DES BENEFICIAIRES ET DES ALLOCATIONS ACCORDEES

3.1 Nombre d'affiliés et contribution moyenne

Le tableau 6 présente le nombre d'AT, d'AC et d'APA contribuant au Fonds de chômage, en service au 31 décembre de chaque année.

Tableau 6		NOMBRE D'AFFILIES AU FONDS DE CHOMAGE AT, AP et AC en service au 31 décembre de l'année																								
INSTITUTION	Année	Année	2013				2014				2015				2016				2017				2018			
	Type	Type	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT
I. Commission européenne	Grade	Groupe F																								
	AT	AC																								
	AD	IV	508	1.573		2.081	515	1.887		2.402	532	2.144		2.676	503	2.616		3.119	503	2.804		3.307	598	2.921		3.519
	AST	III	519	979		1.498	447	1.138		1.585	342	1.199		1.541	223	1.293		1.516	228	1.320		1.548	267	1.384		1.651
	AST-C	II	2.366	2.366		2.366	167	2.539		2.706	218	2.448		2.666	211	2.371		2.582	144	2.192		2.336	377	2.107		2.484
		I	855			855	844			844	831			831	818			818	800			800	798			798
Total		Total	1.027	5.773		6.800	1.129	6.408		7.537	1.092	6.622		7.714	937	7.098		8.035	875	7.116		7.991	1.242	7.210		8.452
II. Autres Institutions																										
A. Parlement européen	AD	IV	492	178	406	1.076	436	191	323	950	444	228	318	990	466	250	371	1.087	472	277	401	1.150	471	354	478	1.303
	AST	III	573	169	966	1.708	535	197	767	1.499	547	218	851	1.616	567	213	928	1.708	552	284	921	1.757	542	351	901	1.794
	AST-C	II	221	496	717		6	218	394	618	22	233	442	697	16	248	437	701	19	208	432	659	28	198	431	657
	I		274	203	477			580	161	741		748	178	926		816	164	980		945	166		1.111	950	162	1.112
	Total	Total	1.065	842	2.071	3.978	977	1.186	1.645	3.808	1.013	1.427	1.789	4.229	1.049	1.527	1.900	4.476	1.043	1.714	1.920	4.677	1.041	1.853	1.972	4.866
B. Médiateur européen	AD	IV	13	2		15	12			12	11	2		13	11	1		12	12	5		17	13	5		18
	AST	III	16	1		17	15	2		17	13	2		15	12	2		14	11	1		12	11			11
	AST-C	II	3			3	3			3	3			3	5			5	6			6	5			5
	I		2			2	3			3	3			3	3			3	3			3	3			3
	Total	Total	29	8		37	27	8		35	24	10		34	23	11		34	23	15		38	24	13		37
C. Conseil des Ministres	AD	IV	66	26		92	51	29		80	33	26		69	27	24		61	34	49		83	66	32		98
	AST	III	35	7		42	48	6		54	31	15		46	28	18		46	24	12		34	23	6		29
	AST-C	II	21			21	30	22		52	38	38		76	28	37		65	27	35		62	29	29		58
	I		117			117	121			121	119			119	123			123	126			126	134			134
	Total	Total	101	171		272	129	178		307	102	208		310	83	212		295	83	222		305	118	201		319
D. Cour de Justice	AD	IV	315	6		321	311	11		322	333	20		353	348	9		357	354	9		363	369	16		385
	AST	III	268	34		302	220	29		249	220	37		257	228	45		273	238	48		286	234	43		277
	AST-C	II	20			20	42	20		62	57	17		74	52	17		69	48	21		69	55	24		79
	I		73			73	77			77	80			80	80			80	84			84	85			85
	Total	Total	583	133		716	573	137		710	610	154		764	628	151		779	640	162		802	658	168		826
E. Cour des Comptes	AD	IV	55	1		56	67	6		73	70	8		78	68	6		74	67	11		78	75	16		91
	AST	III	56	2		58	43	2		45	43	4		47	41	7		48	39	10		49	39	13		52
	AST-C	II	14			14	8	13		21	10	12		22	12	10		22	16	7		23	23	1		24
	I		42			42	41			41	39			39	42			42	45			45	45			45
	Total	Total	111	59		170	118	62		180	123	63		186	121	65		186	122	73		195	137	75		212
F. Comité Economique et Social	AD	IV	26	10		36	29	10		39	24	6		30	27	12		39	28	5		33	26	7		33
	AST	III	34	2		36	44	4		48	32	3		35	23	4		27	24	2		26	25	7		32
	AST-C	II	10			10	1	9		10	4	15		19	6	13		19	8	16		24	17	12		29
	I		20			20	19			19	20			20	20			20	20			20	20			20
	Total	Total	60	42		102	74	42		116	60	44		104	56	49		105	60	43		103	68	46		114
G. Comité des Régions	AD	IV	37	2		39	34	7		41	38	13		51	41	12		53	50	14		64	54	14		68
	AST	III	22	2		24	22	5		27	21	5		24	21	6		27	17	9		26	24	7		31
	AST-C	II	10			10	11			11	6			6	11			11	2	8		10	6	5		11
	I		20			20	21			21	23			23	21			21	23			23	23			23
	Total	Total	59	34		93	56	44		100	59	45		104	62	50		112	69	54		123	84	49		133
H. SEAE	AD	IV	301	79		380	325	87		412	313	92		405	307	97		404	313	122		435	327	164		491
	AST	III	31	72		103	29	74		103	28	87		115	22	116		138	7	123		130	11	129		140
	AST-C	II	143			143	2	152		154	10	141		151	7	139		146	5	139		144	3	137		140
	I		32			32	32			32	31			31	30			30	31			31	32			32
	Total	Total	332	326		658	356	345		701	351	351		702	336	382		718	325	415		740	341	462		803
Total autres Institutions	AD	IV	1.305	304	406	2.015	1.265	341	323	1.929	1.266	405	318	1.989	1.295	421	371	2.087	1.330	492	401	2.223	1.401	608	478	2.487
	AST	III	1.035	289	966	2.290	956	319	767	2.042	935	369	851	2.155	942	411	928	2.281	910	489	921	2.320	909	556	901	2.366
	AST-C	II	442	496	938	89	448	394	931	141	465	442	1.048	121	480	437	1.038	125	440	432	997	161	411	431	1.003	
	I		580	203	783		894	161	1.055		1.063	178	1.241		1.135	164	1.299		1.277	166		1.443	1.292	162		1.454
	Total	Total	2.340	1.615	2.071	6.026	2.310	2.002	1.645	5.957	2.342	2.302	1.789	6.433	2.358	2.447	1.900	6.705	2.365	2.698	1.920	6.983	2.471	2.867	1.972	7.310
III. Agences	AD	IV	3.959	733		4.692	4.107	890		4.997	4.300	1.036		5.336	4.521	1.359		5.880	4.874	1.566		6.440	5.096	1.721		6.817
	AST	III	1.822	992		2.814	1.848	1.057		2.905	1.801	1.145		2.946	1.774	1.290		3.064	1.765	1.457		3.222	1.747	1.591		3.338
	AST-C	II	812			812	0	817		817	12	340		852	3	782		785	19	762		781	28	714		742
	I		74			74	63			63	59			59	58			58	53			53	56			56
	Total	Total	5.781	2.611		8.392	5.955	2.827		8.782	6.113	3.080		9.193	6.298	3.489		9.787	6.658	3.838		10.496	6.871	4.082		10.953
Total général	AD	IV	5.772	2.610	406	8.788	5.887	3.118	323	9.328	6.098	3.585	318	10.001	6.319	4.396	371	11.086	6.707	4.962	401	11.970	7.095	5.250	478	12.823
	AST	III	3.376	2.260	966	6.602	3.251	2.514	767	6.532	3.078	2.713	851	6.642	2.939	2.994	928	6.861	2.903	3.266	921	7.090	2.923	3.531	901	7.355
	AST-C	II	3.620	496	4.116	256	3.804	394	4.454		371	3.723	442	4.565	335	3.653	437	4.405	298	3.394	432	4.114	566	3.322	431	4.222
	I		1.509	203	1.712		1.801	161	1.962		1.953	178	2.131		2.011	164	2.175		2.130	166		2.296	1.146	162		2.308
	Total	Total	9.148	9.999	2.071	12.128	9.394	11.237	1.645	22.276	9.547	12.004	1.789	23.340	9.593	13.034	1.900	24.527	9.898	13.652	1.920	25.470	10.584	14.159	1.972	26.715

3.2 Nombre de bénéficiaires d'une allocation de chômage en termes absolus et par rapport au nombre d'affiliés : « taux de chômage » au 31 décembre de chaque année

Le tableau 7 présente le nombre de personnes au chômage ayant reçu une allocation de chômage complète ou complémentaire au système national pour le mois de décembre de chaque année.

Une combinaison des données concernant les AT, les AC et les APA en service au 31 décembre reprises dans tableau 6 et le nombre de chômeurs ayant reçu une allocation de chômage repris dans le tableau 7 permet de calculer le rapport entre le nombre de bénéficiaires du Fonds de chômage et le nombre d'affiliés au même Fonds. Le résultat est présenté dans le tableau 8.

TABLEAU 7				NOMBRE DE BENEFICIAIRES DU FONDS DE CHOMAGE ayant touché une allocation de chômage communautaire en décembre de l'année (2013-2018)																																			
INSTITUTION	Année	Année	Année	2013				2014				2015				2016				2017				2018															
	Type	Type	Type	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT												
	Grade	Groupe F	AP																																				
I. Commission européenne	AD	AC		----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----												
	AD	IV		55	100		155	39	38		77	35	48		83	24	34		58	22	122		144	28	125		153												
	AST	III		98	75		173	54	31		85	37	29		66	26	26		52	28	102		130	13	93		106												
		II			127		127		53		53		51		51	2	54		56		160		160	0	179		179												
		I			1		1		3		3		3		3	3	1		1		1		1	0	1		1												
Total				153	303		456	93	125		218	72	131		203	52	115		167	50	385		435	41	398		439												
II. Autres Institutions																																							
A. Parlement européen	AD	IV		10	15	12	37	10	17		27	11	10		21	9	9		18	11	15	19	45	7	15	18	40												
	AST	III	II	7	9	14	30	27	6	215	248	44	7	99	150	12	8	23	43	19	7	12	38	15	16	4	35												
		II	I		23	12	35		18	152	170		9	52	61	3	9	26	38		23	14	37	0	21	19	40												
		I			1		1		4	4	8		1		1		3		3		2		2	0	6	0	6												
Total				17	48	38	103	37	45	371	453	55	27	151	233	24	29	49	102	30	47	45	122	22	58	41	121												
B. Médiateur européen	AD	IV		1			1	1			1				0				0				0			0	0												
	AST	III					0				0				0				0				0			0	0												
		II					0				0				0				0				0		1	1	1												
		I					0				0				0				0				0			0	0												
Total				1	0		1	1	0		1	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	1		1												
C. Conseil des Ministres	AD	IV		3	2		5	5	3		8	6	2		8	4	8		12	1	4		5	3	10	0	13												
	AST	III		2	1		3	4	1		5	7	2		9	3	1		4	3	1		4	3	1	0	4												
		II			4		4		2		2		1		1	7	4		11		1		1	0	2	0	2												
		I			2		2				0		1		1	1	1		1				0	0	0	0	0												
Total				5	9		14	9	6		15	13	6		19	14	14		28	4	6		10	6	13		19												
D. Cour de Justice	AD	IV		7			7	14			14	6	1		7	15			15	9			9	6	3	0	9												
	AST	III		9	3		12	17			17	10	1		11	7	1		8	8			8	5	2	0	7												
		II					0		1		1		2		2	3	1		4				0	0	2	0	2												
		I					0				0		1		1				0				0	0	0	0	0												
Total				16	3		19	31	1		32	16	5		21	25	2		27	17	0		17	11	7		18												
E. Cour des Comptes	AD	IV		2			2	2			2	1			1	2	1		3	2	1		3	2	0	0	2												
	AST	III		1			1	1			1				0				0				0	3	0	0	3												
		II			4		4		1		1				0				0				0	0	1	0	1												
		I					0				0				0				0	1			1	0	0	0	0												
Total				3	4		7	3	1		4	1	0		1	2	1		3	2	2		4	5	1		6												
F. Comité Economique et Social	AD	IV		2			2	2	1		3	3	1		4				0	2			2	1	2	0	3												
	AST	III		7			7	3			3	2	2		4	2			2	1	1		2	2	1	0	3												
		II			3		3		2		2		1		1		1		1	3			3	0	3	0	3												
		I					0				0				0				0				0	0	0	0	0												
Total				9	3		12	5	3		8	5	4		9	2	1		3	1	6		7	3	6	0	9												
G. Comité des Régions	AD	IV		4			4				0				0	1			1	1			1	1	0	0	1												
	AST	III		5	2		7	1			1	2	1		3	1			1	1			1	0	1	0	1												
		II			1		1		1		1		1		1				0	1			1	0	1	0	1												
		I					0				0				0				0				0	0	0	0	0												
Total				9	3		12	1	1		2	2	2		4	1	1		2	2	1		3	1	2	0	3												
H. SEAE	AD	IV			1		1	1			1	3			3	2	2		4	2	4		6	3	0	0	3												
	AST	III			2		2		5		5		1		1				0	4	2		6	3	1	0	4												
		II			2		2		3		3		5		5		3		3		1		1	0	3	0	3												
		I					0				0				0				0				0	0	0	0	0												
Total				0	5		5	1	8		9	3	6		9	2	5		7	6	7		13	6	4	0	10												
Total autres Institutions	AD	IV		29	18	12	59	35	21	0	56	30	14	0	44	32	21	0	53	26	26	19	71	23	30	18	71												
	AST	III		31	17	14	62	53	12	215	280	65	14	99	178	25	10	23	58	36	11	12	59	31	22	4	57												
		II		0	37	12	49	0	28	152	180	0	19	52	71	13	18	26	57	0	29	14	43	0	34	19	53												
		I		0	3	0	3	0	4	4	8	0	3	0	3	0	4	0	4	0	3	0	3	0	6	0	6												
Total				60	75	38	173	88	65	371	524	95	50	151	296	70	53	49	172	62	69	45	176	54	92	41	187												
III. Agences	AD	IV		52	8		60	65	12		77	67	15		82	49	9		58	52	10		62	60	8	0	68												
	AST	III		39	13		52	52	9		61	43	7		50	33	9		42	38	9		47	38	9	0	47												
		II			13		13		5		5		16		16		15		15		9		9	0	13	0	13												
		I					0		1		1		1		1				0				0	0	1	0	1												
Total				91	34		125	117	27		144	110	39		149	82	33		115	90	28		118	98	31		129												
Total général	AD	IV		136	126	12	274	139	71	0	210	132	77	0	209	105	64	0	169	100	158	19	277	111	163	18	292												
	AST	III		168	105	14	287	159	52	215	426	145	50	99	294	84	45	23	152	102	122	12	236	82	124	4	210												
		II			177	12	189		86	152	238		86	52	138	15	87	26	128	0	198	14	212	0	226	19	245												
		I			4	0	4		8	4	12		7	0	7		5	0	5		4	0	4		8	0	8												
Total				304	412	38	754	298	217	371	886	277	220	151	648	204	201	49	454	202	482	45	729	193	521	41	755												

On note que le nombre de bénéficiaires ayant perçu une allocation au moins pendant un mois de l'année a fortement diminué de 2013 à 2016 (de 754 à 454) pour augmenter à nouveau jusqu'en 2018 (755) et pratiquement égaliser le nombre de 2013.

TABLEAU 8				TAUX DE CHOMAGE COMMUNAUTAIRE																	
				% de bénéficiaires d'une allocation de chômage par rapport aux contribuables en décembre de l'année (2013-2018)																	
INSTITUTION	2013			2014			2015			2016			2017			2018					
	AT	AC	AP	AT	AC	AP	AT	AC	AP	AT	AC	AP	AT	AC	AP	AT	AC	AP			
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%			
Commission européenne	15	5	0	8	2	0	7	2	0	6	2	0	6	5	0	3	6				
Parlement européen	2	6	2	4	4	23	5	2	8	2	2	3	3	3	2	2	3	2			
Médiateur européen	3	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8				
Conseil des Ministres	5	5	0	7	3	0	13	3	0	17	7	0	5	3	0	5	6				
Cour de Justice	3	2	0	5	1	0	3	3	0	4	1	0	3	0	0	2	4				
Cour des Comptes	3	7	0	3	2	0	1	0	0	2	2	0	2	3	0	4	1				
Comité Economique et Social	15	7	0	7	7	0	8	9	0	4	2	0	2	14	0	4	13				
Comité des Régions	15	9	0	2	2	0	3	4	0	2	2	0	3	2	0	1	4				
SEAE	0	2	0	0	2	0	1	2	0	1	1	0	2	2	0	2	1				
Agences	2	1	0	2	1	0	2	1	0	1	1	0	1	1	0	1	1				
TOTAL	3	4	2	3	2	23	3	2	8	2	2	3	2	4	2	2	4	2			

TABLEAU 8 B	AGENTS TEMPORAIRES / AGENTS CONTRACTUELS / ASSISTANTS PARLEMENTAIRES
	COMPARAISON POPULATION EN ACTIVITE - POPULATION AU CHOMAGE (au 31/12 de l'année indiquée)

INSTITUTION	2013												2014												2015												2016												2017												2018											
	Agents temporaires				Agents contractuels				Assistants Parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Assistants Parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Assistants Parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Assistants Parlementaires																											
	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre	Act.	Chôm.	Chôm.	Nbre																																
Commission européenne	1.027	153	15	573	303	5	0	1.129	93	8	6.408	125	2	1.092	72	7	6.622	131	2	0	1.032	55	5	1.427	27	2	1.789	151	0	937	523	6	7.098	115	2	0	875	503	6	7.116	385	5	0	1.242	41	3	7.210	398	6	0																						
Parlement européen	1.065	17	2	842	48	6	2.071	38	2	977	37	4	1.186	45	4	1.645	371	23	1.013	55	5	1.427	27	2	1.789	151	0	0	1.049	24	2	1.527	29	2	1.900	49	3	1.043	30	3	1.714	47	3	1.920	45	2	1.041	22	2	1.853	58	3	1.972	41	2	0																
Médiateur européen	29	1	3	8	0	0	0	27	1	4	8	0	0	0	24	0	0	10	0	0	0	23	0	0	11	0	0	0	0	23	0	0	15	0	0	0	24	0	0	13	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0																						
Conseil des Ministres	101	5	5	171	9	5	0	129	9	7	178	6	3	0	102	13	13	208	6	3	0	83	14	17	212	14	7	0	83	4	5	222	6	3	0	118	6	5	201	13	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0																						
Cour de Justice	583	16	3	133	3	2	0	573	31	5	137	1	1	0	610	16	3	154	5	3	0	628	25	4	151	2	1	0	640	17	3	162	0	0	0	658	11	2	168	7	4	0	0	0	0	0	0	0	0																							
Cour des Comptes	1	11	3	59	4	7	0	118	3	3	62	1	2	0	123	11	1	63	0	0	0	121	23	2	65	1	2	0	122	23	2	73	2	3	0	127	5	4	75	7	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0																						
Comité Economique et Social	60	9	19	42	3	7	0	74	5	7	42	4	9	0	80	5	8	44	4	9	0	56	2	4	45	1	2	0	50	1	2	43	6	14	0	58	3	1	45	6	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0																						
Comité des Régions	39	1	3	34	1	0	0	38	1	2	34	1	0	0	34	1	2	34	1	2	0	32	1	2	34	1	2	0	32	1	2	34	1	2	0	34	1	1	45	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0																						
SEAE	332	0	0	326	5	2	0	335	0	1	345	8	7	0	351	3	1	351	6	0	0	362	2	1	382	5	0	0	369	2	1	415	7	2	0	341	6	1	462	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0																						
Agences	5.781	91	2	2.611	34	1	0	5.955	117	2	2.827	27	1	0	6.113	110	2	3.080	39	1	0	6.298	82	1	3.489	33	1	0	6.658	90	1	3.838	28	1	0	6.898	90	1	4.082	31	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0																					
TOTAL GEN.	9.148	304	3	9.999	412	4	2.071	38	2	9.994	298	31	1.123	217	2	1.645	371	23	9.547	277	3	3.112	204	22	2	1.789	151	8	9.593	204	2	13.034	21	2	1.900	49	3	9.698	202	2	13.652	462	4	1.920	45	2	10.584	193	2	14.159	521	4	1.972	41	2	0																

Concernant les agents temporaires, si leur nombre est en augmentation (de 9.148 en 2013 à 10.584 en 2018), le pourcentage de bénéficiaires par rapport aux affiliés est en nette diminution (3,32 % à 1,82 %).

Quant aux agents contractuels, si leur nombre est en augmentation constante depuis 2013, plus particulièrement dans les agences (2.611 à 4.082) et au Parlement européen (842 à 1.853), le pourcentage de bénéficiaires par rapport aux affiliés est en légère diminution (4,12 % à 3,68 %). Cette diminution est notamment liée à la prolongation possible de 3 à 6 ans des contrats d'AC 3ter conclus entre 2010 et 2013.

L'année 2014 correspondant à la fin de législature du Parlement, on note un nombre élevé d'anciens APA bénéficiant de l'allocation chômage. Ce chiffre diminue à partir de 2015 (151) pour atteindre 49 en 2016 et 41 en 2018.

3.3 Nombre d'allocations de chômage mensuelles, montant moyen, bénéficiaires et pays de résidence de ces derniers

Une allocation de chômage peut être versée pendant plusieurs mois. Le tableau 9 présente le nombre d'allocations de chômage mensuelles versées à l'ensemble des bénéficiaires par année.

TABLEAU 9	FONDS DE CHÔMAGE - NBR DE PRESTATIONS PAYEES
-----------	--

A. Nombre de prestations (=mensualités) calculées																																			
Année		2013					2014					2015					2016					2017					2018								
Institution	Régime	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot	%				
		-----		-----		-----	-----		-----		-----	-----		-----		-----	-----		-----		-----	-----		-----		-----	-----		-----		-----				
1. Commission européenne		1968	4284		6252	61	1472	2174		3646	35	1118	1616		2734	28	724	1634		2358	37	668	3788		4456	54	526	4838		5364	59				
2. Parlement européen		251	570	624	1445	14	283	687	3126	4096	40	500	500	3030	4030	42	406	419	796	1621	25	339	518	610	1467	18	332	679	578	1589	17				
3. Médiateur européen		18	0		18	0	12	4		16	0		9		9	0	1	10		11	0				0	0		6		6	0				
4. Conseil des Ministres		100	124		224	2	75	62		137	1	222	55		277	3	172	126		298	5	98	149		247	3	94	101		195	2				
5. Cour de Justice		254	61		315	3	269	45		314	3	301	36		337	3	269	52		321	5	254	37		291	4	138	60		198	2				
6. Cour des Comptes		47	40		87	1	56	41		97	1	24	18		42	0	35	8		43	1	43	21		64	1	68	18		86	1				
7. Comité économique et social		132	36		168	2	70	71		141	1	88	65		153	2	42	40		82	1	15	45		60	1	35	70		105	1				
8. Comité des Régions		120	75		195	2	55	29		84	1	28	31		59	1	22	12		34	1	30	24		54	1	18	41		59	1				
9. SEAE		0	70		70	1	5	92		97	1	26	104		130	1	27	71		98	2	63	82		145	2	52	48		100	1				
10. Agences		1005	398		1403	14	1225	421		1646	16	1412	494		1906	20	1078	455		1533	24	1041	358		1399	17	1094	330		1424	16				
Totaux		3895	5658	624	10177	100	3522	3626	3126	10274	100	3728	2919	3030	10776	100	2776	2827	796	6399	100	2551	5022	610	8183	100	2357	6191	578	9126	100				

Le tableau 10 ci-dessous présente le montant moyen de l'allocation de chômage par catégorie de bénéficiaires. Ce montant correspond aux dépenses totales annuelles par type de chômeur-bénéficiaire (AT, AC et APA) divisées par le nombre de mensualités versées. Il est à noter qu'une allocation liée à un mois déterminé peut être complète ou ne représenter qu'une fraction au prorata du nombre de jours pendant lesquels la personne a effectivement bénéficié de l'allocation de chômage.

TABLEAU 10		MONTANT MOYEN DES ALLOCATIONS MENSUELLES PAYEES (2013-2018)				
REGIME	2013	2014	2015	2016	2017	2018
AT Ancien régime						
Total des mensualités	0	0	0	0	0	0
Total Dépenses	0	0	0	0	0	0
Montant moyen d'une mensualité	0	0	0	0	0	0
AT Nouveau régime						
Total des mensualités	3.895	3.522	3.728	2.776	2.551	2.357
Total Dépenses	9.899.551	10.169.114	11.465.825	7.592.494	6.725.690	6.407.226
Montant moyen d'une mensualité	2.542	2.887	3.076	2.735	2.636	2.718
AC						
Total des mensualités	5.658	3.626	2.919	2.827	5.022	6.191
Total Dépenses	8.998.285	6.399.389	5.565.792	4.866.455	7.977.475	10.164.246
Montant moyen d'une mensualité	1.590	1.765	1.907	1.721	1.589	1.642
Total AT et AC						
Total des mensualités	9.553	7.148	6.647	5.603	7.573	8.548
Total Dépenses	18.897.836	16.568.503	17.031.617	12.458.949	14.703.165	16.571.473
Montant moyen d'une mensualité	1.978	2.318	2.562	2.224	1.942	1.939
APA						
Total des mensualités	624	3.126	3.030	796	610	578
Total Dépenses	1.247.898	8.652.588	7.651.236	1.593.492	1.181.111	1.215.076
Montant moyen d'une mensualité	2.000	2.768	2.525	2.002	1.936	2.102
Total AT AC APA						
Total des mensualités	10.177	10.274	9.677	6.399	8.183	9.126
Total Dépenses	20.145.734	25.221.092	24.682.853	14.052.441	15.884.276	17.786.548
Montant moyen d'une mensualité	1.980	2.455	2.551	2.196	1.941	1.949

Une augmentation de l'allocation mensuelle moyenne a été observée entre 2013 et 2015 avec une allocation mensuelle moyenne passant de 1.980 EUR à 2.551 EUR. Cependant, à partir de 2016, une baisse de l'allocation mensuelle moyenne est observée, pour atteindre 1.949 EUR en 2018.

On remarque que les montants moyens payés pour les APA sont également en forte augmentation en 2014, de près de 40 % par rapport à 2013, avec 2.768 EUR. L'allocation mensuelle moyenne perçue par les APA diminue nettement ensuite pour atteindre 2.102 EUR en 2018.

Le tableau 11.1 présente la durée moyenne exprimée en mois du bénéfice de l'allocation de chômage versée pendant une année incluant d'éventuelles prestations antérieures dues. Cette durée correspond au nombre total des jours payés jusqu'au 31 décembre de l'année indiquée divisé par le nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage. Le résultat ainsi obtenu est divisé par 30 pour obtenir la durée moyenne exprimée en mois de bénéfice de l'allocation de chômage.

TABLEAU 11.1		DUREE DE LA PERIODE INDEMNISEE EN MOIS :					
		AC-AT-APA					
<u>Institution</u>	<u>Année</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>
1. Commission européenne		8	10	9	9	7	10
2. Parlement européen		7	5	10	12	8	10
3. Médiateur européen		30	20	4	6	0	6
4. Conseil des Ministres		9	9	7	7	9	7
5. Cour de Justice		9	9	9	8	8	7
6. Cour des Comptes		7	9	9	9	6	9
7. Comité Economique et Social		8	9	7	8	7	9
8. Comité des Régions		10	9	10	8	7	9
9. SEAE		8	7	11	14	6	8
10. Agences		9	11	12	13	13	12
11. Moyenne		8	8	10	10	8	10

On observe que la durée moyenne exprimée en mois du bénéfice de l'allocation de chômage passe de 8 mois en 2013 à 10 mois en 2016. Ceci représente une augmentation de la durée d'indemnisation de 25 %. Cette augmentation résulte principalement de l'impact des APA. La durée diminue à partir de 2017 (8 mois) avant de connaître une augmentation en 2018 (10 mois).

Les tableaux suivants représentent la durée de la période indemnisée par population (AC/AT et APA)

AC/AT :

TABLEAU 11.2		DUREE DE LA PERIODE INDEMNISEE DEPUIS 2013					
		EN MOIS : AC-AT					
<u>Institution</u>	<u>Année</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>
1. Commission européenne		7,5	9,5	8,6	8,6	7,3	9,6
2. Parlement européen		7,1	6,7	8,7	9,7	9,1	11,1
3. Médiateur européen		30,0	20,0	4,2	5,5	0,0	6,0
4. Conseil des Ministres		9,0	8,6	6,8	6,6	9,4	7,4
5. Cour de Justice		8,7	8,9	9,2	7,9	7,9	7,3
6. Cour des Comptes		7,2	9,3	9,4	8,9	6,1	9,1
7. Comité Econ. et Social		8,2	9,2	7,1	7,7	7,2	9,4
8. Comité des Régions		9,9	9,5	10,2	8,0	6,8	9,1
9. SEAE		7,5	7,0	11,3	13,9	6,2	7,6
10. Agences		8,6	10,8	12,3	12,9	12,6	12,3
11. Moyenne		7,8	9,2	9,5	9,8	8,4	10,0

APA :

TABLEAU 11.3		DUREE DE LA PERIODE INDEMNISEE DEPUIS 2013					
		EN MOIS : APA					
<u>Institution</u>	<u>Année</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>
2. Parlement européen		6,0	4,9	11,1	12,6	6,7	7,7

On remarque que si la part relative aux dépenses induites par les APA par rapport aux dépenses globales est élevée en 2015 (31 %), cela est dû tant à un effet de nombre qu'au niveau élevé du montant moyen de l'allocation mensuelle. La durée moyenne de la période indemnisée en 2015 et 2016 est quant à elle largement supérieure à celle des AC/AT, conséquence directe de l'augmentation du nombre d'APA bénéficiant de l'allocation de chômage. Cette durée diminue de manière conséquente en 2018 pour arriver à 7,7 mois (12,6 mois en 2016).

Eu égard au principe de complémentarité du régime d'assurance contre le chômage, le pays de résidence du bénéficiaire d'une allocation de chômage a son importance notamment compte tenu des critères d'éligibilité à une allocation nationale très différents d'un État membre à l'autre.

Le tableau 12 présente les pays de résidence des bénéficiaires qui ont reçu au moins une allocation mensuelle dans l'année.

TABLEAU 12 PAYS DE RESIDENCE DES BENEFICAIRES D' UNE ALLOCATION DE CHOMAGE COMMUNAUTAIRE

PAYS	2.013		2.014		2.015		2.016		2.017		2.018	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
BE	1.072,00	55,34	951,00	48,92	702,00	44,21	525,00	42,89	697,00	49,47	728,00	49,02
LU	115,00	5,94	79,00	4,06	58,00	3,65	62,00	5,07	83,00	5,89	78,00	5,25
IT	94,00	4,85	88,00	4,53	76,00	4,79	50,00	4,08	83,00	5,89	110,00	7,41
FR	93,00	4,80	93,00	4,78	89,00	5,60	68,00	5,56	86,00	6,10	102,00	6,87
ES	59,00	3,05	54,00	2,78	51,00	3,21	46,00	3,76	57,00	4,05	78,00	5,25
DE	59,00	3,05	97,00	4,99	80,00	5,04	56,00	4,58	46,00	3,26	43,00	2,90
UK	43,00	2,22	52,00	2,67	43,00	2,71	35,00	2,86	21,00	1,49	19,00	1,28
NL	41,00	2,12	53,00	2,73	52,00	3,27	43,00	3,51	35,00	2,48	36,00	2,42
BG	33,00	1,70	35,00	1,80	25,00	1,57	15,00	1,23	14,00	0,99	15,00	1,01
HU	31,00	1,60	43,00	2,21	34,00	2,14	24,00	1,96	15,00	1,06	15,00	1,01
RO	29,00	1,50	21,00	1,08	14,00	0,88	19,00	1,55	27,00	1,92	22,00	1,48
SL	29,00	1,50	19,00	0,98	18,00	1,13	18,00	1,47	12,00	0,85	5,00	0,34
LV	23,00	1,19	23,00	1,18	25,00	1,57	23,00	1,88	13,00	0,92	15,00	1,01
LT	28,00	1,45	29,00	1,49	24,00	1,51	18,00	1,47	21,00	1,49	16,00	1,08
FI	21,00	1,08	29,00	1,49	27,00	1,70	11,00	0,90	14,00	0,99	20,00	1,35
EE	19,00	0,98	19,00	0,98	12,00	0,76	12,00	0,98	14,00	0,99	16,00	1,08
PL	37,00	1,91	53,00	2,73	44,00	2,77	27,00	2,21	27,00	1,92	23,00	1,55
PT	17,00	0,88	24,00	1,23	22,00	1,39	22,00	1,80	19,00	1,35	21,00	1,41
CZ	16,00	0,83	29,00	1,49	31,00	1,95	26,00	2,12	18,00	1,28	18,00	1,21
SK	14,00	0,72	24,00	1,23	21,00	1,32	18,00	1,47	13,00	0,92	9,00	0,61
SE	14,00	0,72	25,00	1,29	28,00	1,76	28,00	2,29	15,00	1,06	11,00	0,74
IE	12,00	0,62	13,00	0,67	12,00	0,76	7,00	0,57	10,00	0,71	8,00	0,54
AT	8,00	0,41	12,00	0,62	11,00	0,69	8,00	0,65	9,00	0,64	12,00	0,81
EL	14,00	0,72	27,00	1,39	28,00	1,76	14,00	1,14	21,00	1,49	27,00	1,82
MT	6,00	0,31	7,00	0,36	6,00	0,38	4,00	0,33	5,00	0,35	5,00	0,34
CY	5,00	0,26	5,00	0,26	8,00	0,50	4,00	0,33	7,00	0,50	8,00	0,54
HR	3,00	0,15	30,00	1,54	42,00	2,64	33,00	2,70	25,00	1,77	21,00	1,41
DK	2,00	0,10	10,00	0,51	5,00	0,31	8,00	0,65	2,00	0,14	4,00	0,27
TOTAL	1.937,00	100,00	1.944,00	100,00	1.588,00	100,00	1.224,00	100,00	1.409,00	100,00	1.485,00	100,00

En 2013, plus de la moitié des bénéficiaires étaient enregistrés comme demandeur d'emploi en Belgique. Cette proportion reste stable durant la période de référence.

4 CONCLUSIONS

4.1 Période 2013-2018

Le présent rapport fait état de déficits annuels successifs de 2013 à 2015 entraînant une diminution de la réserve du Fonds de chômage de 16 millions EUR en 2009 à seulement 2 millions EUR en 2015.

Les exercices 2016, 2017 et 2018 ont entraîné des surplus successifs de près de 10 millions EUR chacun. La réserve est ainsi en nette augmentation et s'élève à 28 millions EUR à la fin de l'année 2018.

Conformément aux conclusions de son précédent rapport sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage⁵, et en tenant particulièrement compte des facteurs de risque identifiés dans ledit rapport, la Commission a assuré un suivi régulier de la situation financière du régime. La Commission a notamment continué d'évaluer si l'équilibre du régime exigeait une adaptation du taux de contribution au financement du régime ce qui n'a pas été le cas jusqu'à la fin 2018.

4.2 Perspectives du Fonds de chômage à court et moyen terme :

En se fondant sur l'observation passée du niveau de dépenses, il apparaît que la réserve substantielle atteinte à la fin de l'année 2018 devrait permettre de financer les dépenses accrues liées à la fin de la législature du Parlement européen du fait de l'augmentation attendue du nombre de bénéficiaires parmi les anciens APA dès mi-2019.

Il convient également de souligner l'existence d'autres facteurs potentiels d'augmentation de la dépense, tels que le départ d'AC 3ter ayant atteint le nombre maximal de 6 années de contrats ou les possibles conséquences du processus de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne conformément à l'article 50 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission continuera donc d'assurer un suivi régulier de la situation financière du régime et d'en tirer les conséquences appropriées en vue d'assurer la stabilité financière du Fonds.

⁵ COM(2016) 754